

Les journées obscures

Par Ahmed Cheniki

Octobre 1988 reste encore une énigme. Chacun essaie d'expliquer les causes de ce séisme qui a failli emporter l'Algérie, mais qui a laissé d'indélébiles traces dans le paysage politique et l'imaginaire populaire. Pour le moment, chacun interprète les faits et tente d'apporter son analyse en fonction de sa position politique. Était-ce un mouvement spontané ou une manifestation calculée et provoquée ? Jusqu'à présent, des responsables du pouvoir de l'époque avaient estimé que tout le mouvement, même si des situations inattendues et imprévues avaient caractérisé le cheminement, avait été conçu par des personnalités influentes du régime qui voulaient précipiter la chute du clan opposé à leurs intérêts et à leurs projets.

Déjà, juste avant cette date fatidique, les luttes de clans au sein du pouvoir avaient atteint leur paroxysme et marquaient une marge de rupture. La situation sociale et économique de l'Algérie, surtout après la grave dégringolade du prix du pétrole et la dévaluation du dollar, était catastrophique. Même Chadli avait appelé les Algériens à faire grève. Ce qui est une «première» mondiale. Mais derrière cet appel du président de l'époque se profilait une certaine impuissance. On savait que les choses n'allaient pas bien entre la présidence où étaient installés Belkheir et Hamrouche



Chadli Bendjedid.



Abdelaziz Belkhadem.

Ce n'est pas sans raison que de nombreuses personnes se posent d'insistantes questions sur la «spontanéité» d'un mouvement encore traversé par de nombreuses zones obscures.

notamment et le FLN dirigé par Mohamed Chérif Messaâdia qui a toujours soutenu la thèse du complot. D'ailleurs, de grandes luttes avaient opposé ces deux tendances lors de la discussion de la charte nationale seconde mouture où les chantages de la «libéralisation» représentée par la présidence et Abdelhamid Brahimi, alors Premier ministre, et les «adeptes» d'une économie fondée sur un secteur public fort incarné par l'appareil du FLN se faisaient une véritable guerre de tranchées. Tout était bon pour descendre l'adversaire. Messaâdia allait même recommander à la direction de *Révolution Africaine* de publier des dossiers sur la corruption. D'ailleurs, *Révolution Africaine*, organe central du FLN, et *Algérie-Actualité*, proche des services de sécurité et de la présidence, n'arrêtaient pas de se rentrer dedans et de défendre chacun les positions de la partie qu'il représentait.

Il n'est nullement possible d'évoquer les événements d'octobre sans se référer à la question du pouvoir marquée par des querelles intestines entre clans rivaux qui cherchaient par tous les moyens à prendre les commandes. La prise de pouvoir par Chadli a été une suite de règlements de comptes, de crises internes et de situations paradoxales qui ont désarticulé la société. Certes, du temps de Boumediène, ces

conflits étaient latents, mais il arrivait à les gérer au mieux en évitant les coups de force. Mais Chadli voulait tout simplement rompre avec les hommes qui lui semblaient peu ouverts à sa politique ou susceptibles de lui nuire. C'est ainsi qu'il s'était séparé avec fracas de nombreux hommes qui constituaient des éléments-clés durant l'ère de Boumediène : Bouteflika, Yahiaoui, Abdesslam, Draïa, Bencherif... Les questions économiques et sociales passaient au second plan. On recourait constamment à des opérations de prestige comme le «programme anti-pénuries» (PAP) de Mohamed Abdel-

ghani qui dépensa des milliards pour importer réfrigérateurs, téléviseurs, machines à laver... Les luttes de personnes et de clans se manifestaient fortement sur la scène publique. Ainsi, les différends et les désaccords qui déchiraient les clans allaient laisser au second plan les perspectives sociales et économiques. Ce qui provoquait de nombreuses manifestations de colère comme celles du printemps 80 qui a vu successivement les étudiants arabisants, soutenus par des hommes du pouvoir à l'époque manifester dans la rue pour une arabisation rapide et les étudiants kabyles appuyés par le FFS et, dit-on, une frange du pouvoir suivis, par la suite, par la population de cette région, revendiquer les cultures populaires. Cette situation avait coûté sa place à Yahiaoui, ancien rival de Chadli, qui allait se retrouver carrément exclu du comité central du FLN après avoir été son incontestable chef depuis son installation par Boumediène. Les choses devenaient claires.

Pour Chadli, l'essentiel était d'en finir avec Boumediène. C'est ainsi qu'il désignait à la tête du gouvernement en janvier 1983 Abdelhamid Brahimi qui avait déjà occupé pendant cinq années le poste de ministre du Plan et qui avait lors du plan quadriennal 1980-1984

tenté de mettre un terme à la politique d'industrialisation en dépeçant les sociétés nationales qui allaient passer de 70 à 400 entreprises. La Sonatrach fut déstructurée. Ce qui avait valu des milliards au Trésor public. A l'ombre de ces luttes qui caractérisaient le fonctionnement du pouvoir montaient l'islamisme et le berbérisme qui allaient dominer la scène politique et s'affirmait fortement la corruption dénoncée par les gens du «peuple» qui assistaient, impuissants, à une montée de nouveaux riches. Il faudrait souligner le fait que les cultures populaires et les langues amazighes étaient fortement marginalisées par les appareils d'un pouvoir politique trop sourd aux doléances de la société.

La provocation était aux portes de la misère, de la pauvreté et du chômage qui montrait subrepticement le bout de son nez. La suspicion fonctionnait comme une véritable maladie nationale. Le désespoir gagnait progressivement une jeunesse qui n'en pouvait plus de se retrouver exclue, obligée de

Brahimi qui était proche de Chadli ne pouvait, compte tenu des dégâts sur les plans économique et social, demeurer en poste. Ce n'est d'ailleurs pas fortuit s'il avait fait appel à Kasdi Merbah pour le remplacer, réalisant qu'il pouvait calmer les choses.

«tondre» les murs. La contestation commençait à gronder. Mais le palais faisait le ménage, peu à l'écoute des cris de la foule. C'est ainsi que Chadli donna la possibilité à deux jeunes colonels, Bellocif et Benyellès, de figurer comme suppléants dans la liste du bureau politique du FLN de Messaâdia qui barrait la route à tous les non-militants en instituant un article 120 qui allait marginaliser les cadres non partisans. Durant cette époque, de nombreux journalistes, aujourd'hui convertis dans l'opposition, célébraient «l'homme tranquille» qui n'arrêtait pas de verrouiller le champ médiatique et politique, avec ses fidèles

lieutenants de l'époque affublés par la suite du sobriquet de «réformateurs».

Dans cet état quelque peu délétère, Chadli a fait quelques gestes en libérant certains prisonniers politiques en 1985. Mais 1986 allait chambouler tous les calculs. Le prix du pétrole allait connaître une chute sérieuse mettant en pièces tous les discours officiels. Quand on sait que 98% des recettes de l'Algérie proviennent du pétrole, les choses deviennent très graves.

Les luttes de personnes s'étaient exaspérées, surtout après les discussions sur la charte nationale de 1986 où chaque partie campait sur ses positions. Les deux clans en présence n'étaient pas satisfaits des conclusions des «débats». La contestation berbériste et islamiste investissait le terrain. La rue devenait le théâtre de grèves et de manifestations. La Casbah connut de graves émeutes en avril 1985 suivies en 1986 des événements de Constantine et de Sétif qui avaient, à l'époque, défrayé la chronique. Les jeunes étaient

sortis dans la rue exprimer leur désespoir et manifester leur mécontentement.

La réaction du pouvoir fut trop violente. Les responsables de la

mouhafadha du FLN dirigée à l'époque par Mohamed Saidi appelaient à une grande répression tandis que la wilaya tentait d'apaiser la situation. Les événements sont considérés par beaucoup de monde comme une sorte de répétition générale d'octobre 88. Même pour les émeutes de Constantine et de Sétif, certains n'hésitent pas à avancer l'idée d'une manipulation organisée par une frange du pouvoir. De nombreuses questions restent encore posées.

La réalité sociale s'illustrait par une grave montée du chômage et une désespérante perte du pouvoir d'achat de la ménagère.